

ISHIYAMA, John T. et Marijke BREUNING. *Ethnopolitics in the New Europe*. Boulder (co) - Londres, Lynne Rienner Publishers, 1998, 216 p.

Jean Lévesque

Volume 31, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704146ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704146ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lévesque, J. (2000). Compte rendu de [ISHIYAMA, John T. et Marijke BREUNING. *Ethnopolitics in the New Europe*. Boulder (co) - Londres, Lynne Rienner Publishers, 1998, 216 p.] *Études internationales*, 31(1), 217-219.  
<https://doi.org/10.7202/704146ar>

ment analytique lui-même qui constitue ici la contribution la plus intéressante de cet ouvrage bien qu'elle ne soit pas entièrement originale. L'ouvrage devrait ainsi retenir l'attention des lecteurs que préoccupent les fondements et l'évolution historique de la politique étrangère américaine.

Jean-François THIBAUT

Département de science politique  
Université d'Ottawa, Canada

## EUROPE

### **Ethnopolitics in the New Europe.**

ISHIYAMA, John T. et Marijke BREUNING.  
Boulder (CO) – Londres, Lynne Rienner  
Publishers, 1998, 216 p.

Depuis la fin des années 1980, la désintégration des États multinationaux et la persistance, voire le renforcement, des politiques nationalistes dans le monde occidental, annoncent non pas une fin de l'histoire, mais une surenchère de celle-ci qui s'accompagne d'une pression accrue de la part de groupes minoritaires en vue de l'obtention d'une forme ou d'une autre de représentation politique. Toutefois, peu de spécialistes des sciences humaines et sociales ont proposé des analyses comparées du développement du nationalisme en Europe de l'Ouest et de l'Est. C'est chose faite maintenant avec l'ouvrage de John T. Ishiyama et Marijke Breuning, tous deux professeurs de science politique à la Truman State University, qui présentent une analyse des politiques des groupes ethniques (*Ethnopolitics*) venant d'entités nationales tout aussi éloignées les unes des autres que la minorité turque de Bulgarie, la minorité hongroise de Slovaquie, les populations russophones

de Lettonie et d'Estonie, du Vlaams Blok et du Volskunie flamands de Belgique, et du Scottish National Party et du Plaid Cymru (Parti gallois) en Grande-Bretagne.

Une fois l'objet d'étude clairement défini dans l'introduction, où l'on peut certes déplorer que les auteurs n'élargissent pas davantage leur présentation des minorités nationales et de leur influence politique en Europe, ce qui permettrait, entre autres, de mieux saisir la pertinence de leur choix, Ishiyama et Breuning définissent une série de six facteurs, ou présupposés théoriques, qui composent, pris ensemble, l'épine dorsale de leur argument central. Dans l'ordre, ces facteurs se présentent comme suit : les partis « ethniques » auront tendance à se montrer plus extrémistes dans les États en voie de transition démocratique que dans les démocraties historiquement établies ; les différences de statut économique entre la majorité et les minorités nationales pousseront les représentants de ces dernières vers un plus grand radicalisme politique ; plus l'État est intégré régionalement, moins les demandes de la minorité ethnique viseront une transformation radicale de l'organisation de cet État ; plus la représentation politique des minorités nationales sera étendue, en nombre et en qualité des institutions, moins les exigences de la minorité seront radicales ; plus le parti au pouvoir compte de nationalistes radicaux de la majorité nationale, plus les partis ethniques minoritaires seront extrémistes ; enfin, les auteurs s'attendent à une plus grande modération des partis ethniques s'ils représentent plus d'un groupe ethnique comme c'est le cas du parti dit

« turc » de Bulgarie et des partis russophones des Pays baltes.

Il faut noter d'entrée de jeu que Ishiyama et Breuning n'analysent la politique dite « ethnique » que dans la perspective des partis politiques constitués et non dans son sens plus large, ce qui permettrait d'y inclure les groupes de pression non représentés dans le système parlementaire. Aussi, la contextualisation du problème national dans chacun des États étudiés est beaucoup trop brève pour permettre au lecteur de saisir les assises historiques du conflit ethnique. Par exemple, dans son chapitre sur la minorité hongroise de Slovaquie, Ishiyama omet de présenter une information un tant soit peu approfondie sur la période de l'entre-deux-guerres, alors qu'un système parlementaire était à l'œuvre en Tchécoslovaquie. Pire encore, les auteurs passent sous silence un aspect fort important du problème, c'est-à-dire que les trois groupes minoritaires de l'Europe de l'Est étudiés représentaient auparavant, à l'intérieur de la partie hongroise de l'Empire austro-hongrois, de l'Empire ottoman, et de l'Empire russe et de l'Union soviétique, la majorité au pouvoir alors que les Écossais, Gallois et Flamands ne peuvent s'enticher de tels antécédents.

Au terme de cette analyse, les auteurs concluent que les trois derniers facteurs, tels que définis plus haut, peuvent être appliqués uniformément à tous les partis de minorités nationales inclus dans l'analyse. Sur le plan des conclusions plus concrètes, Ishiyama et Breuning s'étonnent de constater que les partis minoritaires d'Europe occidentale se montrent plus

radicaux dans leurs revendications, celles-ci allant jusqu'au projet de transformation radicale de l'État, que leurs confrères d'Europe de l'Est qui, pour leur part, se résignent à des demandes d'autonomie nationale et de droits linguistiques et culturels, à l'exception peut-être des partis hongrois de Slovaquie. De plus, la proximité d'un État voisin lié culturellement à la minorité étudiée, comme c'est le cas pour les exemples est-européens, a pour effet de radicaliser le comportement politique des partis des minorités à l'exception encore des russophones de Lettonie et d'Estonie qui peuvent difficilement retourner dans la Fédération de Russie. S'il est possible d'appliquer ce facteur aux Flamands (proximité des Pays-Bas), peut-on sérieusement le faire pour ce qui est des Gallois et des Écossais? À la recherche d'un dénominateur commun de la politique ethnique minoritaire, les deux analystes concluent que la forme et la qualité de la représentation politique seules peuvent parvenir à amoindrir les tensions inter-ethniques et aider à construire des sociétés politiques hétérogènes certes, mais viables à moyen et à long terme. Ceci apparaît en soi comme une explication honnête mais néanmoins peu suspecte de révolutionner nos connaissances en la matière.

En conclusion, il serait fort ingrat de passer sous silence la clarté de l'exposé offert par Ishiyama et Breuning et de même la grande concision des tableaux fournis. Par contre, les sources employées pour les trois chapitres consacrés à l'Europe de l'Est viennent pour l'essentiel du FBIS-EEU (Foreign Broadcast Information – Eastern Europe), ce qui peut diffici-

lement conduire à une analyse approfondie des partis dits « ethniques » en ce qui a trait à leur rhétorique politique, leurs activités extra-parlementaires et leur base sociale. Enfin, il faut aussi déplorer les excès de schématisation et, au risque de nous répéter, les défaillances aiguës de contextualisation historique. Il y a certes plusieurs façons d'aborder le problème des politiques nationales et nationalistes. Les deux politologues américains nous en ont proposé une qui permette de comprendre certains tenants et aboutissants du conflit national. Gardons-nous, cependant, d'y voir la seule valable sur le sujet.

Jean LÉVESQUE

*Département d'histoire  
Université de Toronto, Canada*

## EUROPE DE L'EST

### **Democracy and its Alternatives: Understanding Post-Communist Societies.**

*ROSE Richard, William MISHLER  
& Christian HAERPFER. Baltimore,  
The Johns Hopkins University Press,  
1998, 270 p.*

Après tous ces changements spectaculaires durant les années 90, où vont ces pays de l'Europe de l'Est dits post-communistes? Comment évaluer l'évolution de ces nouvelles démocraties? Le livre de Rose, Mishler et Haerpfer sur la démocratisation dans neuf pays de l'Europe de l'Est (République tchèque, Hongrie, Slovaquie, Pologne, Slovénie, Bulgarie, Roumanie, Belarus et Ukraine) sollicite une compréhension de ces sociétés dans la perspective de compétition de régimes.

L'hypothèse des auteurs provient d'une phrase de Winston Churchill qui disait en 1947: « Beaucoup de formes de gouvernement ont été essayées et seraient essayées dans ce monde de péchés et de malheur. Personne ne prétend à la perfection ou à la sagesse totale de la démocratie. En effet, la démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui avaient été essayées de temps en temps. » Partant de cette phrase qu'ils appellent hypothèse Churchill, les auteurs soulignent que la démocratie est toujours en compétition avec d'autres régimes et que le rapport entre l'offre et la demande dans le domaine politique est la base de cette compétition.

Le livre comprend deux parties. La première, composée de quatre chapitres, est consacrée à une considération des offres politiques dans les pays en question.

Selon les auteurs du livre, la démocratie ne peut être jugée que par rapport aux autres régimes; elle est en fait un ensemble d'institutions dont seules les élites de la société peuvent proposer les règles de fonctionnement. Le peuple ne peut pas choisir ce que les élites n'offrent pas tandis que les élites ont besoin du soutien du peuple pour réaliser et consolider le régime qu'elles offrent (chap. 1).

Les auteurs ont fait une comparaison de qualités entre les régimes démocratiques et antidémocratiques ainsi qu'une analyse de différentes sortes de régimes non démocratiques ou antidémocratiques pour souligner que dans les sociétés post-communistes, la démocratie est loin d'être établie et que des alternatives non démocratiques